# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 16 MARS 1859.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
ÉDITEURS-PROPRIÉTAIRES
G. F. WEISSE.
E. DUFOUR.
E. HARRY.
Rue de Chartres, No 83, entre Conti et Bienville.

*NOUVELLE-ORLEANS*
MERCREDI MATIN, 16 MARS.


**Abonnés à la semaine.**

Les porteurs de L'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

**Ventes l'encan de ce jour.**

Par D E Morphy, à 10 heures, au No 49, rue des Magasins, tabac en feuilles avarié; à 10 heures, et demie, sur la Levee, au pied de la rue Poydras, graisse, poro, farine, &c.

Par Tourne & Thomas—A l'Arcade de Banks, Un lot de terre au faubourg de l'Annonciation, avec bâtisses.

Par le shérif, rue Jefferson, un lot de meubles.

Par Blanchon & Lasumont, 77, Chartres, marchandises sèches.

**Nouvelles du Mexique.**

Nous publions ci-dessous notre correspondance de Vera-Cruz. L'abondance des annonces nous a obligés d'en retarder la publication; mais les faits qu'elle renferme ne souffriront pas de cet ajournement. Nous ferons remarquer que, pour la deuxième fois, les nouvelles alarmantes pour le parti libéral, publiées par divers journaux de notre ville, à l'arrivée du *Quaker City*, se trouvent péremptoirement démenties. Il est à regretter que de pareilles inexactitudes se glissent ainsi, de temps à autre, dans la presse du pays, car elles produisent quelquefois des résultats fâcheux. Ainsi, nous croyons pouvoir assurer que ce sont les fausses nouvelles propagées par le *Quaker City*-lors du son avant-dernier voyage, qui ont retardé l'action de notre gouvernement, à Washington, pour la reconnaissance officielle et définitive de M. Mata comme représentant du Mexique aux Etats-Unis. L'impression causée par ces rapports inexacts ne s'est pas complètement dissipée, paraît-il, car la reconnaissance de M. Mata, nos lecteurs le savent déjà, n'est pas encore un fait accompli comme on l'a prématurément annoncé à Veracruz. Notre gouvernement, en nommant M. McLane ministre des Etats-Unis au Mexique, et en l'envoyant à Veracruz, lui a simplement donné pour instructions de reconnaître l'administration qui lui semblerait avoir le plus de chances pour triompher et qui obtiendrait le plus sur l'opinion publique.

Nous avons la conviction que C. M. Buchanan avait connu les nouvelles apportées à Washington par le *Tennessee*, il aurait immédiatement résolu cette question au lieu de la laisser encore dans le doute et dans l'incertitude. M. McLane est arrivé à la Nouvelle-Orléans et part aujourd'hui même à bord du *Tennessee*. On attend M. Mata, qui doit résider quelque temps dans notre ville.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur un incident que relate notre correspondance—la publication d'une lettre de M. Gutierrez Estrada au Pape Miranda.—Cette lettre interceptée prouve de reste que le parti réactionnaire en ce moment au pouvoir rêve l'établissement de la monarchie, sous un prince européen sur le trône, et que la France, l'Angleterre et l'Espagne ne sont pas étrangères à cette intrigue pour la quelle un membre du cabinet mexicain sollicite leur appui. En présence de pareils faits, notre gouvernement finira-t-il par s'émouvoir et par prendre les mesures que commandent les circonstances pour faire respecter les principes que proclame le peuple américain et les intérêts considérables qui sont engagés dans cette lutte? Nous aimons à l'espérer.

Nous ne perdrons pas notre temps à répondre au *Progreso* qui nous accuse de fabriquer nous-mêmes, dans nos bureaux, nos correspondances mexicaines; il est en vérité vous faire trop d'honneur que de nous supposer le talent de voir aussi nettement à pareille distance les événemens qui se déroulent loin de nous. Nos correspondances ont la réputation d'être, parmi celles de nos confrères, nous le disons sans vanité, les plus riches en faits et en appréciations; elles ont toujours été considérées comme aussi vraies qu'impartiales, et ce sont là des qualités qu'il est impossible de concilier, le *Progreso* doit le savoir comme nous, lorsqu'on ne vit pas au milieu des événemens, et lorsqu'on n'a ni relation ni frottement avec les hommes qui mènent ces événemens dans un sens ou dans un autre. Cela dit, voici notre correspondance:

*A M.M. les éditeurs de l'Abeille de la Nouvelle-Orléans.*

Vera-Cruz, 9 mars 1859.

Messieurs,—Je vous envoie, par pure mesure de précaution, les numéros du *Progreso* d'hier et de ce matin; ils pourront vous servir, si vous ne les recevez pas par une autre voie.

Le numéro de ce matin contient une foule de documents qui vous donneront une juste idée de la situation et des événements dont mes récits que je ne puis vous faire cette fois, aussi longs que de coutume; celui d'hier renferme un long article que je crois avoir été à votre adresse, ou mieux encore à mon adresse.

Les quelques lignes que j'ai laissé tomber bien innocemment de ma plume dans mes deux dernières correspondances au sujet de M. Comonfort, vous ont valu de durs coups de fouet de la part des rédacteurs du *Progreso*. Je ne leur en veux guère, je me hâte de le dire, car ils sont mes amis et les vôtres, et ils vous apprennent à vous, d'une certaine odeur de rédaction qui me ferait supposer qu'il est l'oeuvre de la plume d'un *pollo gordo*, comme disent dans leur jargon, l'italien, cependant, affecte une indifférence complète, ce qui ne l'empêche pas de joindre à la puissante autorité de son anonymat, la longueur de ses articles en trois colonnes compactes, —non pas pour discuter la question, mais pour déclarer qu'il ne la discutera pas. Cela seul justi fie mon assertion: que mes cinq lignes ont produit sensation à Veracruz, en portant l'opinion sur un terrain brûlant.

Je suppose que l'article sorte de la rédaction habituelle du *Progreso*, et j'y répondrai. Vous êtes accusé de faire mes correspondances, ce qui est à la fois une louange et un sarcasme. Le sarcasme ne vous concerne guère, car je suis assez malheureux, en vous écrivant de Veracruz, pour ne vous dire que des choses que vous pourriez dire de la Nouvelle-Orléans, et faire imprimer aussi bien que moi, mon rôle de correspondant n'est pas des plus brillants, et je dois renoncer à une mission pour laquelle, évidemment, je ne suis pas le moins manqué. La louange, au contraire, est pour vous, car si, en écrivant de la Nouvelle-Orléans, avec autant de *fraîcheur et de justesse* (le *Progreso* l'avoue lui-même,) sur les *événemens* d'un pays dont les habitans eux-mêmes sont impuissants à en saisir les fils et toutes les nuances, vous êtes incontestablement doués d'un don de seconde vue fort enviable dans votre existence si tranquille.

Que le *Progreso* en prenne son parti: mes correspondances sont bien de moi; elles ne sont pas de vous. Mon numéro du jeudi de Charles, touche de bien près au mêle de Veracruz; les rédacteurs du *Progreso* m'ont quelquefois touché la main même en recopiant de l'autre main laquelle je vous avais écrit; ils m'enlèvent eux-mêmes leur journal que j'ai, comme il l'est dévoré, toujours sous les yeux lorsque je m'occupe de vous, de même que j'ai sous les yeux les numéros de la *Reforma*, qui sort également de leurs presses, et mes lettres particulières, qui me mettent à même de vous apprendre ce que je ne vous apprendrais ni le *Progreso*, ni la *Reforma*.

Mes correspondances sont à moi, tout aussi bien que les correspondances réactionnaires du *Progreso* sont à certain consul étranger que je ne vous nommerai pas; n'en ayez aucun doute.

Cela posé, je persiste à dire que la question de légalité gouvernementale que *pourrait* soulever M. Comonfort, a été discutée à Veracruz; et le fait n'est pas vrai, pourquoi, je le demande au *Progreso*, certains actis récents au Yucatan? Je pourrais citer les noms, mais je m'abstiens, car je n'y vois aucune utilité.

J'avais cru être bien informé en pensant que le président Juarez et M. Lerdo de Tejada ne seraient pas très dégoûtés d'une réconciliation *si le président le voulait de la cause de la réforme.*

Le *Progreso* affirme le contraire; mais j'ai trop bonne opinion du désintéressement, du patriotisme et de la raison des deux hommes d'Etat que je viens de nommer pour ne pas persister à croire qu'ils ne s'arrêteraient à aucune question de personne pour sauver le principe, et que *si le salut de la cause libérale était attaché à l'avènement de M. Comonfort*, ils se rangeraient immédiatement sous sa bannière. Ils soutiennent au contraire, le *Progreso* n'a pas rendu justice à MM. Juarez et Lerdo de Tejada.

Je crois être aussi bon libéral que qui que ce puisse être; c'est à ce titre que j'ai blâmé le *Progreso* de ses attaques inopportunes contre M. Comonfort. Beaucoup, en effet, que parmi les défenseurs actuels de la Constitution de 1857, dans le sein même de l'armée libérale, il se trouve des partisans de cet homme en ce moment exilé dans votre ville; pourquoi les froisser inutilement dans leurs sympathies? Leur vanité n'a pas reçu une autre? Ces partisans sont en grande minorité, j'en conviens; mais pourquoi ne nous-ils pas plus nombreux? Parce que les autres ont perdu confiance; ils l'ont perdue justement, je le sais; mais ce que je sais aussi, c'est que, si par un moyen ou par un autre, leur confiance pouvait renaître, tous ou presque tous concourraient le sort de la réforme à l'homme qui, tout en ayant commis de grandes fautes, leur offre certaines garanties de succès qu'ils ont vainement cherchées ailleurs.

Je n'ai donc pas voulu ressuciter une polémique, j'ai trouvé mauvais, au contraire, qu'on l'eût ressuscitée; je dirai plus: on me dédaignait si M. Comonfort n'avait pas des droits à revendiquer, je le blâmerais de les revendiquer en ce moment, ce serait jeter le désordre et la division dans le parti; j'aimes à croire qu'il ne le fera pas; mais l'existence de droits et l'exercice de ces droits sont deux choses parfaitement distinctes, et qui pourrait sonder assez profondément les cultes de l'avenir pour affirmer aujourd'hui que, dans six mois, dans quelques semaines, on ne sera pas la revendication de ces mêmes droits qui jura *le salut de la cause de la réforme?*

Mais arrêtons-nous sur ce sujet, et entrons dans l'exposé des faits de ces dernières jours.

On nous a annoncé officiellement, il y a deux jours, sous la foi d'une communication du consulat général de votre ville, que le gouvernement de Washington avait reconnu notre gouvernement constitutionnel.

C'est une bonne nouvelle. Si nous l'avions reçue six mois plus tôt, il est très probable que le parti libéral aurait déjà triomphé, et que le président Juarez serait installé dans la capitale; mais votre gouvernement a agi de telle façon qu'il a manqué l'occasion de se concilier de très vives sympathies. On voit ici qu'il n'a guère conseillé que son égoïsme et son intérêt personnel étroitement entendus; la reconnaissance tardive de l'administration constitutionnelle ne lui donnera de droit à la gratitude de personne, car non seulement il faut faire les choses, mais encore il faut savoir les faire à temps. Quoqu'il en soit, l'avis de la décision enfin prise par M. Buchanan a causé, dans la place, un effet excellent et n'a pas peu contribué à relever le moral de ses défenseurs.

Un incident qui a fait quelque bruit et qui méritait d'en faire a, du reste, démontré que votre gouvernement de Washington, s'il avait quelque souci des intérêts et de la dignité des Etats Unis, ne pourrait plus, ne l'eût-il pas fait encore, se dispenser de reconnaître le gouvernement Juarez. Le commandant José Maria Cid, chef constitutionnaliste opérant, avec ses forces, entre Puebla et Tuhuacan, a interseepté, dernièrement, un document fort curieux qui a été publié et commenté. Ce document est une lettre écrite de Rome, le 14 décembre dernier, par M. Gutierrez Estrada, au *Padre* Miranda, alors ministre de Zulouaga. M. Gutierrez Estrada est un Mexicain qui maudit le jour où son pays s'est affranchi du joug de l'Espagne; il rêve la monarchie pour le Mexique, et pour couronner cette belle oeuvre, il voudrait que le trône à élever fût occupé par quelque prince européen, un prince espagnol et un Bourbon, surtout. En 1840, M. Gutierrez Estrada, alors résidant au Mexique, publia ses idées européo-monarchiques; on s'arrêta même pas aux moyens de publicité, il y mêla des intrigues tellement actives qu'on l'exila; il n'est jamais rentré. Depuis, dans sa patrie, mais il a successivement habité l'Espagne et Rome, les deux pays du monde qu'il offre pour modèles à ses compatriotes. Depuis près de vingt ans, il n'a cessé de poursuivre la réalisation de ses rêves monarchiques, et il a été sans cesse le grand Mécène auprès duquel les rétrogrades et les prêtres du Mexique ont mis leur espoir. Autrefois sous Paredès, puis sous Santa Anna, en ce moment même, ce fanatique a remué ciel et terre pour arriver à ses fins. Il a fulminé plusieurs fois, et il a déclaré lui même, dans une lettre interceptée, qu'en 1854, sa combinaison avait été adoptée par la France, l'Angleterre et l'Espagne. Il espère que ces trois puissances contribueront, dans les mêmes dispositions dans les circonstances actuelles, et il demande au *Padre* Miranda de lui confier cette lettre, qui a été saisie entre Puebla et Tuhuacan. Seulement, pour M. Gutierrez Estrada, il y a difficulté dans le choix du prince européen à placer sur le trône du Mexique. Sa préférence bien marquée serait pour l'infant d'Espagne Don Fernando de Bourbon, fils de Don Carlo. Cette famille élevée dans les sacristies a toutes ses sympathies, sa condition, toutefois, le gêne un peu; il voudrait bien, en effet, le faire roi, et qu'elle n'adoptera pas une monarchie parlementaire. Ce serait se jeter dans la démagogie. On a parlé du duc de Lerma; M. Gutierrez Estrada, mais ce fils de Louis-Philippe ne convient pas: il est français, et comme tel il doit être exclu de toutes ses préférences; il lui a fait, à tout prix, le mettre de côté. Si l'on ne pouvait obtenir l'infant Don Fernando de Borbon, on pourrait demander un archiduc d'autriche. Il est au besoin, un Cobourg non encore employé dans quelque haras royal. La chose est plaisante; il vérité, et nous pensons que le lecteur de ce document pour vos lecteurs, je suis persuadé qu'ils s'en amuseront infiniment.

Mais la chose est plus sérieuse et plus plaisante elle est fort grave en ce qu'elle rattache essentiellement à la mission d'un prélat général l'intervention de votre ville. Cette intervention, vous le pensez bien, ne serait pas de la même nature que celle qu'a sollicitée l'ignoble Garcia. Du reste, les Etats-Unis ont déjà refusés à payer la contribution, et chose rare, Gabriac a protesté! Il paraît que c'est par ordre exprès de son gouvernement qu'il a blâmé très fort d'avoir agi différemment lors de la première contribution imposée sous Zulouga. Le mécontentement général s'en est ressenti, et tout le parti conservateur, Santa-Anna et ses ministres, prêtaient activement les mains à l'établissement d'une monarchie avec un prince européen.

Cet incident se rattache encore à la saisie pratiquée, il y a quelques mois, par M. Gaz ra, de documens qui étaient portaient avec eux certains émissaires arrêtés dans le port de Tampico. Par ces documens qu'il paraît trop peu importants pour votre ville, le *Padre* Miranda déclarait positivement être d'accord avec le projet de M. Gutierrez Estrada; M. Jauregui, précédemment ministre de Zulouga comme le *Padre* Miranda, participait au complot, et les mêmes idées, professées par les mêmes hommes, sont infailliblement en honneur, en ce moment, parmi les gouvernants de Mexico.

Miranda, Jauregui, ont été choisis pour ministres par Zulouga; Bonilla, ancien ministre de Santa-Anna, fait partie du cabinet formé par Miramon; les sacrdotes français, anglais et espagnols sont devant Veracruz et font, autant qu'il leur est possible, la guerre au gouvernement constitutionnel. Est-ce assez clair? Si votre gouvernement ne comprendrait à tout cela et s'il le laisse faire, je le plains de tout mon cœur.

Le samedi, 26 février, un convoi américain de Sonorenses arrivait devant Sacrificios; le lundi suivant, elle a fait les salute d'usage qui lui ont été rendus par le fort. Nous avons donc deux bâtimens de guerre américains devant Veracruz.

J'ai peu de nouvelles à vous donner de l'intérieur, car les communications sont très rares, sont encore paralysées par tous les moyens possibles. Le courrier extraordinaire qui portait la correspondance pour votre ville a dérouté 1,600 hommes de Miramon, commandés par Cobos et Negrete. La débandade a été complète, et les résultats de la victoire ont été plus grands même que ne l'a annoncé l'ordre du jour du général Ampudia, auteur du rapport. On avait recueilli plus de cent morts, de quatre à cinq cents fusils, quinze caisses de munitions et deux pièces de canon, le tout abandonné par l'ennemi.—Si Miramon était Romain, il considérerait ce petit échantillon comme étant d'un mauvais augure, et il retournerait bien vite à Mexico, où sa présence deviendra bientôt de toute nécessité. Le général Miramon n'est pas Romain, et l'on dit qu'il va nous attaquer.—Nous l'attendons. L'seul danger à craindre est une débandade, mais nos troupes, depuis que compte l'enfant terrible pour son chef, ne l'a rien épargné, dit-on, et l'art de la médaction a été poussé par lui jusqu'à ses dernières limites, lorsqu'on le connaît bien.

Nous avons fait une sortie, il y a bien vingt jours, et nous avons pu, par un heureux coup, prendre 1,600 hommes, 600 chevaux et deux ou trois canons dans les circonstances actuelles, et il demande au *Padre* Miranda de lui confier cet hommes